Fondation Jean Jaurès

International

UKRAINE : À LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU

Iouri Makarov

29/03/2019

Alors qu'elle est en guerre avec son ancienne métropole, l'Ukraine lutte contre ses propres démons en s'efforçant de mettre de l'ordre dans sa propre histoire. Iouri Makarov, écrivain, journaliste, réalisateur, revient sur la « décommunisation », étape importante de ce travail, dans cette première note d'une série sur l'Ukraine réalisée en partenariat avec l'association L'Ukraine est notre voisin.

Le voyageur qui arrive en train à Kiev ne peut manquer d'apercevoir, quand il quitte la gare, une étrange installation : sur un imposant socle de granit repose un énorme cube aux couleurs nationales ukrainiennes. À l'intérieur de celui-ci, derrière des tentures, se dresse la statue équestre du commandant de l'Armée rouge Mykola Chtchors, élevé *post factum* par Staline au rang de « héros de la guerre civile ». Au début de la décommunisation en Ukraine, nombre de patriotes conséquents avaient appelé à démolir ce monument, symbole de l'esprit de collaboration et emblème de l'appui que les Ukrainiens auraient apporté à l'occupation communiste. Il s'est cependant trouvé des connaisseurs pour intervenir en faveur de cette sorte de chef-d'œuvre du baroque stalinien. On est parvenu à un compromis : en attendant que le ministère de la Culture trouve un lieu approprié pour un musée de l'art totalitaire, ainsi que des fonds pour l'aménager, Chtchors resterait pudiquement voilé.

L'ensemble des lois tirant un trait sur le passé communiste a été adopté par le Parlement au printemps 2015, dans le prolongement du choc causé par l'agression russe. Cependant, tout le monde en Ukraine n'a pas perçu ces lois avec enthousiasme. Ce qui a suscité le plus d'objections, c'est la loi – bien anodine – portant condamnation des régimes totalitaires communiste et national-socialiste (nazi) et interdisant d'en propager les symboles, parce qu'elle impliquait l'abandon de traces très concrètes du passé. Il n'y avait absolument aucune ville d'Ukraine, quelle que soit sa taille, qui n'eût sur sa place centrale une statue de Lénine, le leader du Parti communiste et le chef révolutionnaire, et dont la rue principale ne portât son nom. Étoiles rouges, faucilles et marteaux, images de soldats rouges, de tchékistes, d'ouvriers virils et de paysannes corpulentes, citations et slogans guerriers, le tout immortalisé en pierre, en bronze, en plâtre, en mosaïques ou en fresques,

constituaient des éléments si familiers du paysage qu'on avait fini, semblait-il, par ne plus les remarquer.

« On ne saurait négliger la symbolique », objecte Volodymyr Viatrovytch (41 ans), le directeur de l'Institut de la mémoire nationale. Elle crée un espace de signes qui nous relie aux pratiques totalitaires quotidiennes de l'époque soviétique. À l'heure où l'Ukraine est en lutte contre un État qui se déclare officiellement héritier de l'URSS, c'est une arme de plus dans la guerre hybride menée contre nous. »

Viatrovytch est un des artisans essentiels de la décommunisation en Ukraine. Avant de prendre la tête de l'organisme chargé de la politique historique de l'État, il dirigeait les archives du Service de sécurité ukrainien et étudiait l'histoire des mouvements de résistance antinazis et anti-soviétiques actifs en Ukraine de l'ouest pendant la Seconde Guerre mondiale et après. Il a une assez bonne connaissance des crimes du régime communiste. Son institut est à l'origine de très nombreuses destructions de monuments érigés à la mémoire de satrapes soviétiques, et de changements de noms d'agglomérations et de rues.

Au total, c'est, en cinq années, plus de 2 500 monuments qui ont été déboulonnés, dont 1 500 statues de Lénine. La solution la plus originale a été trouvée dans la ville portuaire méridionale d'Odessa, célèbre pour son sens de l'humour : à la place du Chef n°1, on a érigé une statue de Dark Vador, le personnage de *La Guerre des étoiles*. Restent cependant en place quelques 300 idoles ; elles ont survécu sur des terrains autrefois publics mais appartiennent dorénavant à des entreprises privées, ou dans les régions occupées par la Russie. On ne compte plus le nombre de villes, de villages, de rues et de places qui ont été rebaptisés. Il est curieux de se pencher sur le panthéon de quelques saints du culte soviétique qui ont eux aussi été victimes de la décommunisation :

- Ivan Lepsé, militant communiste, fondateur des pseudo-syndicats soviétiques ; il n'avait jamais mis les pieds en Ukraine ;
- Mykola Ostrovski, auteur d'un récit faussement autobiographique intitulé *Et l'acier fut trempé* ;
- Vlas Tchoubar, longtemps chef du gouvernement fantoche d'Ukraine soviétique et organisateur de la famine artificielle en Ukraine ;
- Stanislav Kosior, chef de la section ukrainienne du Parti communiste et organisateur de la famine artificielle en Ukraine ;

- Pavel Postychev, militant communiste, organisateur de la famine artificielle en Ukraine, exclu du Parti pour « cruauté disproportionnée » (!) ;

- Dmytro Manuilski, rédacteur en chef du journal satirique *Krokodil* et « ministre des Affaires étrangères » de la prétendue république ukrainienne ;

- Grigori Kotovski, bandit, criminel, chef des détachements pro-moscovites pendant la « guerre civile » ;

- Karl Liebknecht, fondateur du Parti communiste allemand ;

- Pavlik Morozov, jeune garçon qui dénonça ses parents – des paysans d'un village situé au-delà de l'Oural. Il n'avait jamais séjourné en Ukraine…

Comme on le voit aisément, certains de ces « héros » déboulonnés sont même sans aucun lien avec l'Ukraine. Leur culte est issu d'une matrice idéologique commune à l'ensemble de l'URSS, et la même partout.

Il s'en faut que tous les monuments communistes aient été renversés. La gigantesque statue du bolchévique Artem (Fiodor Serguieïev) qui se dresse dans la région de Donetsk et que l'on doit au sculpteur et réalisateur de cinéma Ivan Kavaleridzé est une œuvre remarquable de l'Art nouveau ukrainien, et elle fait à ce titre l'objet d'une restauration active. Il a été également décidé de conserver la tout aussi gigantesque statue de la Mère Patrie qui, par une ironie du sort, se tient, le glaive à la main, face au nord-est, c'est-à-dire face à la Russie. Toutefois, son bouclier sera dès que possible débarrassé du blason soviétique. Il y a deux ans, la maison d'édition Osnovy a publié un luxueux album sur la décommunisation des mosaïques soviétiques ukrainiennes (avec des photos d'Evguen Nikiforov). Cet ouvrage est consacré à des panneaux de mosaïques endommagés que, par leur intervention, des intellectuels ukrainiens de renom ont réussi à sauver de la destruction totale.

L'abandon du décor soviétique ne se passe pas sans histoires. Quand l'ancienne avenue de Moscou a été rebaptisée avenue Stepan Bandera, Alexandre Kabanov, le plus célèbre des poètes russophones d'Ukraine, a déclaré que, pour protester contre cette décision, il n'emprunterait plus jamais cette rue. Sa voix n'est pas isolée. Ici se mêlent le traumatisme du changement apporté à l'ordre habituel des choses, le désir de conserver quelque souvenir d'une période de l'histoire qui a duré trois quarts de siècle, et la crainte de voir se développer des sentiments nationalistes, en particulier si l'on n'a pas une idée claire des contextes ukrainiens, ce qui n'est pas rare chez les habitants du pays. Comme auparavant, 30% des Ukrainiens regrettent l'époque soviétique (chiffre de février 2018) ; en Russie, le taux est de 66%.

La nostalgie d'un régime qui exécutait les gens par millions sans jugement ni enquête judiciaire, qui faisait obstacle à la moindre initiative économique et remplaçait les échanges d'idées par la censure, est un phénomène psychologique mystérieux, constate Volodymyr Viatrovytch. Pourtant, nombre d'Ukrainiens, surtout parmi les personnes d'âge mûr, ont effectivement tout oublié des circonstances de leur enfance ou de leur jeunesse et croient à « la justice sociale », à « l'abondance » et à « l'amitié entre les peuples » qui étaient censées régner aux temps de l'Union soviétique. Cela peut s'expliquer par le choc prolongé qu'ils ont reçu, par la non-préparation à la liberté et peut-être par la propagande du pays voisin qui, récemment encore, exerçait une domination absolue dans l'espace médiatique. En effet, la télévision russe continue de présenter les répressions massives comme « bref épisode inévitable d'un cheminement héroïque », et Staline comme « manager efficace ».

Lutter contre une idéologie hostile en recourant à des interdictions n'a pas de sens, même en temps de guerre. Ce qu'il faut lui opposer, c'est une histoire véritable, des faits et des noms authentiques. C'est ce qu'explique un autre historien bien connu, Kyryl Galushko (45 ans). Au début de la guerre non déclarée avec la Russie, il a rassemblé un groupe de jeunes condisciples qui pensaient comme lui et lancé un projet de « liquidation de l'analphabétisme en histoire ». Cette équipe d'enthousiastes a déjà publié une trentaine d'ouvrages de vulgarisation présentant une histoire véritable, véridique et non remaniée de l'Ukraine, de sa langue, de sa culture, de ses traditions militaires, de ses relations et conflits avec ses voisins. Ces « agents d'alphabétisation » vont aussi sur le front et sont accueillis avec enthousiasme par des combattants qui ont autant faim d'informations solides que les gens de l'arrière.

À l'époque soviétique, comme le rappelle Galushko, non seulement de nombreux textes mais aussi des événements eux-mêmes faisaient l'objet d'interdits. Il ne fallait pas ne serait-ce qu'évoquer la longue lutte pour l'indépendance ou les interdictions officielles d'utiliser l'ukrainien, il ne fallait pas dire que l'éducation était venue en Russie d'Ukraine, et que l'idée même d'empire russe avait été formulée par des intellectuels de l'Académie Mohyla de Kiev à la fin du XVII^{e} siècle. Un nombre considérable de documents originaux ou de vieilles éditions a été tout simplement détruit. L'image de l'Ukrainien patriote a été démonisée et le concept de « nationalisme ukrainien » a acquis une connotation xénophobe hyperbolique. Certes, il y a eu des événements atroces et infâmes, mais, de manière générale, présenter les choses ainsi est mentir. L'histoire de l'Ukraine n'est ni plus ni moins sanglante que celle de n'importe quelle autre nation européenne. Il ne s'agit pas de blanchir le passé mais de rétablir la vérité avec tout ce qu'elle compte de contradictions. En ce sens, la décommunisation n'est qu'une partie d'un processus général de restitution aux Ukrainiens de leur mémoire collective. L'étape suivante est la décolonisation.

En fait, l'Ukraine a été si longtemps une province de l'empire russe que sa propre tradition culturelle ininterrompue a été reléguée au second plan, qu'elle a été gelée ou purement et simplement évacuée. Un tiers du pays considère le russe comme sa langue maternelle (contre 21% il y a soixante ans). Les Ukrainiens se sont mis à considérer comme leurs des écrivains, peintres ou compositeurs russes (sans compter que certains grands hommes russes comme Gogol, Tchaïkovski, Répine ou Tchekhov avaient une ascendance ukrainienne).

Depuis une centaine d'années, les représentants authentiques de l'identité nationale ukrainienne sont surtout des paysans ou des villageois. Il est rare que des citadins soient restés fidèles à leur langue d'origine ; ils sont passés au russe, qui permettait de faire plus vite carrière et évitait d'être soupçonné de « nationalisme ukrainien bourgeois » (selon la formule établie de la propagande communiste). Dès lors, l'ukrainien a été systématiquement perçu comme marque d'arriération ou de provincialisme, voire parfois comme danger. Ce qui ne veut toutefois pas dire qu'il n'y ait pas eu de civilisation urbaine ukrainienne – au contraire, elle a été florissante jusqu'au début du XIX^{e} siècle – ni qu'il n'y ait pas eu d'élites nationales. Les uns cédèrent à la russification par corruption (c'est clairement le cas du général Rozumovski, le favori d'Elisabeth I^{ère}, ou du chancelier Bezborodko, l'amant de Catherine II), d'autres conservèrent un temps le souvenir de leurs ancêtres sous la forme d'un attendrissement qui n'engageait à rien.

Oksana Zabuzhko, qui est sans doute en Ukraine et dans le monde la plus célèbre des romancières et poétesses ukrainiennes, a justement consacré une part importante de ses talents de publiciste à restituer la continuité intellectuelle et culturelle de l'Ukraine. Elle a publié un essai intitulé *Notre Dame d'Ukraine* [en français dans le texte], qui traite de l'évolution et de la permanence des élites ukrainiennes – depuis la *szlachta* (noblesse) jusqu'aux intellectuels, aux artistes et au clergé – en s'inspirant de la biographie de la grande femme de lettres ukrainienne que fut Lesya Ukraïnka. Il y a quelques années, Oksana Zabuzhko a une fois de plus suscité une polémique acharnée avec un article sur le site de Radio Svoboda remettant en cause le culte de l'écrivain Mikhaïl Boulgakov, cette icône de l'intelligentsia russe. Dans son roman *La Garde blanche*, celui-ci retrace les événements de 1919 à Kiev, capitale d'un État ukrainien alors indépendant de la Russie et dont les bolchéviques voulaient s'emparer. Il évoque les défenseurs de l'Ukraine avec un mépris non dissimulé et il amène ceux de ses héros qui représentent la classe des intellectuels et des officiers russes à penser que la reconnaissance du pouvoir soviétique est inéluctable. Au fond, c'est le point de vue d'un partisan de l'empire, d'un colonisateur, et ce n'est pas par hasard si Staline accueillit avec enthousiasme la version du roman adaptée pour la scène. Oksana Zabuzhko soutient que, fils d'un théologien et censeur russe affecté en Ukraine, Boulgakov a calomnié les Ukrainiens en substituant à une aristocratie ukrainienne authentique des héros russes imaginaires et idéalisés.

« C'étaient eux, nos élites kiéviennes, des gens de chez nous, des gens d'ici, profondément enracinés : des gens bien nés, des cosaques », écrit Oksana Zabuzhko. « Ce qui s'est passé, c'est qu'après la défaite des années 1918-1920, les populations locales se sont vues, pendant près d'un siècle, dépossédées du droit d'avoir leur propre histoire. Tout simplement, on les a privées de voix. Le moment est désormais venu non seulement de rebaptiser des villes et des rues, mais de procéder à une restitution culturelle. Tout ce qu'il faut pour cela, ce sont des vertus humaines ordinaires et un peu de hardiesse intellectuelle. »

Cinq ans après qu'elle a commencé, la décommunisation ne suscite pratiquement plus de questions. Ce qui est problématique, ce n'est plus ce à quoi on renonce, mais par quoi on le remplace. Finalement, écarter le nom d'un satrape du Parti que, selon la blague ukrainienne, on a « chassé de la Gestapo pour inhumanité », n'est pas une grosse perte. Ce qui devient plus difficile, c'est de cesser de donner à une rue le nom du général Alexandre Souvorov, célèbre pour avoir battu les Ottomans, mais aussi pour avoir écrasé dans le sang l'insurrection polonaise de 1794 et avoir échoué, en 1799, à déloger de Suisse l'armée française commandée par Masséna (la question se pose d'ailleurs une fois de plus de savoir ce que faisait l'armée russe en Suisse bien longtemps avant Austerlitz et Borodino, sans parler du rapport que tout cela a à voir avec l'Ukraine).

Ce qui a cependant posé le plus de problèmes, c'est l'attribution à des lieux géographiques de noms de personnages dont la population locale ne savait rien ou n'avait entendu que du mal. En dehors du nom de Stepan Bandera – déjà évoqué ici, et qui dirigeait une des organisations nationalistes ukrainiennes dans les années 1930 à 1950 – d'autres noms de combattants pour l'indépendance au cours des siècles ont été utilisés : Ivan Mazepa (1639-1709), Simon Petlioura (1879-1926), Vasyl Kuk, Roman Choukhevytch, Yaroslav Stetsko, Mykola Lebed, Evgen Konovalets, Andriy Melnik et autres dirigeants de l'OUN (Organisation des nationalistes ukrainiens) et de l'UPA (Armée insurrectionnelle ukrainienne). Les auteurs d'attentats terroristes contre l'administration polonaise jusqu'en 1939, les dirigeants des maquis de résistants qui, en Ukraine de l'ouest, luttèrent contre le pouvoir allemand puis contre le pouvoir soviétique jusqu'au début des années 1950, furent longtemps soupçonnés de collaboration avec les nazis et de participation à des opérations génocidaires. Bandera fut précisément le symbole de ce nationalisme guerrier même si, pendant l'occupation nazie, il était détenu au camp allemand de Sachsenhausen puis se cacha dans l'émigration avant d'être assassiné par un agent du KGB.

Quand on a affaire à une propagande soviétique active pendant des dizaines d'années, il faut beaucoup de temps pour parvenir à dégager le grain de vérité enfoui sous des tonnes de mensonge, estime Kyrylo Galushko. Il est vrai qu'une partie des leaders de l'OUN partageaient des idées d'extrême droite ; cette épidémie s'était d'ailleurs répandue dans toute l'Europe à cette

époque. Mais il est vrai aussi que les nationalistes ukrainiens se battaient pour libérer leur pays de régimes fort éloignés des normes démocratiques. Outre l'URSS et l'Allemagne nazie, il faut malheureusement évoquer aussi la Pologne de l'entre-deux-guerres. Aujourd'hui à Varsovie on réagit très vivement face à la politique ukrainienne de réhabilitation des combattants pour l'indépendance, oubliant par la même occasion les fautes du régime de Joseph Pilsudski[1]. Il faut distinguer entre les déclarations dictées par des considérations politiciennes et les faits historiques, tout déplaisants qu'ils soient pour tel ou tel parti ou pour tel ou tel peuple.

En décembre 2018, la Rada suprême – le Parlement d'Ukraine – a adopté une loi étendant le statut d'ancien combattant à tous les membres de l'OUN et résistants de l'UPA à condition qu'ils n'aient pas commis de crimes contre l'humanité. Il est ainsi mis fin à de vieilles controverses sur le passé ukrainien. Mais en un sens, la découverte de l'histoire de l'Ukraine ne fait que commencer, et c'est seulement dans un cadre démocratique qu'elle pourra avancer au service de la vérité et des Ukrainiens.

1. Grande figure de la libération de la Pologne partagée entre les empires allemand, austro-hongrois et russe jusqu'à 1918, Joseph Pilsudski a été chef de l'État (1919-1922) et commandant suprême de l'armée, et dirigea les opérations de la guerre polono-soviétique. Président du Conseil (1926-1928, 1930) et ministre de la Guerre, il aura gouverné autoritairement la Pologne jusqu'en 1935.